

## Plus que jamais, le service public

A peine revenue au pouvoir, la droite a placé la question de l'audiovisuel public au centre du débat politique. Quelques heures après sa nomination, JJ Aillagon s'interrogeait publiquement sur les dérives commerciales de France 2 et France 3 et annonçait une pause dans la mise en œuvre du numérique terrestre.

Si l'on peut être d'accord avec lui pour déplorer la course à l'audimat, on peut aussi lui demander quel engagement il va prendre pour garantir au service public son indépendance financière vis-à-vis de la concurrence privée et le prémunir des dérives commerciales.

Car il ne faut pas être naïf, la perversion du système n'est pas nouvelle, elle a commencé avec la privatisation de TF1 en 1987. Depuis, avec un sous financement grandissant par rapport au privé, le service public a dû faire face à l'inflation des droits de retransmission et des coûts des programmes, à la vampirisation croissante des animateurs producteurs, à l'abandon progressif de ses outils de production...

Si aujourd'hui la droite réclame vertueusement « un service public fort, moins tributaire de la publicité, respectueux de ses missions » il faudra bien qu'elle en garantisse le financement public et que la « solution » de l'ouverture du capital de France télévisions soit clairement écartée.

Sur la question du numérique terrestre, le ministre a souhaité se donner le temps de la réflexion. S'agit-il pour autant d'un abandon du projet comme le réclament à grands cris TF1, M6 et les opérateurs du câble et du satellite ? S'agit-il de réduire à la portion congrue la part du service public sur le numérique terrestre ?

Ce serait un choix lourd de conséquences pour France télévisions et ses salariés, et pour les téléspectateurs de ce pays, une très grande majorité de Français que l'on priverait ainsi d'un accès démocratique et gratuit à l'offre numérique. L'exemple de Vivendi Universal et de France Télécom devrait au contraire inciter l'Etat à reprendre la gestion directe de ses missions de service public.

Car l'enjeu est là, celui de l'accès gratuit du grand public (et non pas d'une élite) à des programmes de qualité, dans une démarche où le service public prendra tout son sens pour le maintien du lien social. Le prix de cette gratuité, c'est l'effort que consentira l'Etat pour cet enjeu majeur, sans déstabiliser les chaînes mères, sans singer la gestion du privé, sans ouvrir encore plus les vannes de l'externalisation...

C'est pourquoi la CGT demande que la pause annoncée par le ministre soit mise à profit pour réviser en profondeur le volet financier du COM. C'est le seul moyen de consolider les chaînes mères aujourd'hui pour ancrer le service public dans la télévision numérique de demain..

Par Marc Chauvelot et Michel Barre

## n Les nouveaux défis de la radio-télévision publique en Europe

La conférence d'Athènes de l'Euro Mei a réuni les syndicats de l'audiovisuel d'Europe les 15 et 16 juin. Le SNRT CGT était présent. A l'ordre du jour, la place des services publics face à la mondialisation, aux dérèglementations et aux privatisations.

suite p.4

## n Chirac ou le retour de la télé godillot

Le Président de la République est intervenu dans la campagne des législatives, le mercredi 5 juin dans le 19-20 de France 3. Il a dénoncé la cohabitation et demandé aux électeurs de lui donner une vraie majorité.



suite p.6

## n La redevance, un bon financement pour l'audiovisuel.

Les syndicats CGT de la radiotélévision, ceux du service de la redevance et de la fédération des Finances CGT se sont rencontrés le 11 juin 2002 à Montreuil afin d'échanger sur l'avenir de l'audiovisuel public et de son financement par la redevance.

suite p.6

## CONTRE-CHAMPS

Six questions à Olivier Frachon, un des portes-parole du collectif unitaire de défense du service public qui regroupe syndicats (CGT, SUD, FSU, SNUipp...) et associations (ATTAC, Ligue des Droits de l'Homme...)

L'Esplanade : **A quoi doit servir la coordination dont vous faites partie ?**

Olivier Frachon : Nombreux sont les mouvements qui depuis 95 ont combattu les attaques contre le service public. Depuis, l'idée grandit que le service public constitue le cadre d'une alternative solidaire à construire face au libéralisme et à la " marchandisation " du monde. C'est le sens de l'appel " Face au marché, le service public ! ".

suite p.7

**A lire :** u L'Echo des régions p.2 u Vu de Paris p.3 u Le petit coin du NTH p.5 u Voisins Voisines p.8 u Iris en bref p.7 u Carpe diem p.4 u Lu dans la presse p.5 u

## La grève pour le maintien de l'outil de travail [STRASBOURG]

Le personnel de France 3 Alsace était en grève lors du premier tour des élections législatives pour le maintien du car vidéo mobile à Strasbourg, la direction n'ayant rien à négocier sur le point unique du préavis "maintien du car à Strasbourg". Sur 23 députés sortants et sénateurs contactés, seul un député a répondu avant les élections au courrier que les salariés leur avaient adressé.

Nous ne commenterons pas l'attitude de Mme Sauvage qui a fait le tour des régions pour négocier les divers préavis déposés et n'a pas cru utile de se déplacer à Strasbourg...

## Jonquart a le blues [RENNES]

Il ne se remet pas de la révision à la baisse de son projet. La direction générale a eu beau lui envoyer un nouveau camarade de jeu avec tout un tas de projets dans sa boîte à outil (desks informatisés, etc.) pour le déridier, le pauvre Jimmy reste de marbre.

## La TNT explose la région [NORMANDIE]

Le découpage de la France en 8 régions TNR a pour conséquence d'écarteler la région Normandie entre le grand Ouest (Rennes) et le Nord Pas de Calais Picardie (Lille). Les Normands ne sont pas contents (ils craignent que cette initiative de France 3 sonne le glas des autres structures régionales) et le conseil économique et social l'a fait savoir à Marc Tessier.

## Bingo pour les cadres ! [NANCY]

Au détour d'un point sur la situation budgétaire, les élus du CE ont appris que le montant non provisionné de la part variable s'élevait à 87000 € au 31 mai pour les 20 cadres bénéficiaires de la région ! A ce tarif (28000F par cadre en moyenne), on comprend mieux l'enthousiasme de ces messieurs **d'en haut** pour faire faire des économies aux salariés **d'en bas**.

## Message du 18 juin [REDAC. NAT]

*Ici la Rédac Nat - Les salariés parlent aux patrons - Demain, ça va vous péter dans la tronche - Je répète : demain, ça va vous péter dans la tronche ! - Messieurs, vous étiez prévenus.*

Pourquoi aujourd'hui les salariés, après avoir consulté la CGT, se tournent-ils directement vers les prud'hommes et l'inspection du travail pour faire respecter leurs droits ?

Parce que le CE de la Rédaction, où l'on débattait de leurs problèmes, a été supprimé, pour fabriquer une majorité artificielle au CCE !!!

Hier, Messieurs, vous n'aviez rien compris. Aujourd'hui, en méprisant les instances des délégués du personnel, certains délégués syndicaux, vous continuez à ne rien comprendre. Mais demain dès l'aurore vous entendrez le vol noir des corbeaux sur la plaine.

## La voix de son maître [LYON]

A l'occasion du préavis de grève déposé pour le premier tour des élections législatives par la CGT pour défendre l'industrie de programmes et

l'emploi, le directeur régional a recherché des alliés pour tenter de discréditer le mouvement. Il a obtenu l'appui de son syndicat préféré (le SNJ autonome) qui a diffusé un tract contre la grève.

En réponse aux députés de la région qui s'inquiétaient de la situation, le directeur n'a pas hésité à joindre à son courrier le tract du SNJ autonome qui aura parfaitement joué son rôle de petit télégraphiste de la direction.

## Locales en panne [AQUITAINE]

L'ouverture des Locales de Pau et Périgieux a encore été reportée. Elle était initialement prévue en octobre 2001. La direction évoque « l'absence de visibilité » et parle d'une ouverture d'ici juin 2003 ! le personnel de la région est d'autant plus inquiet que l'Aquitaine ne comporte qu'un seul BRI (Bordeaux).

## Deux poids deux mesures ? [CAEN]

A Caen comme à Rouen, la direction régionale reconduit d'année en année des CDD avec les producteurs. Elle reconnaît ainsi leur professionnalisme, la qualité de leur travail et ce qu'ils apportent à la chaîne. Mais pourquoi, au moment de requalifier les contrats, laisse-t-elle de côté une grande partie de ces producteurs ?

## Quel avenir pour la TVR ? [BOURGOGNE FRANCHE COMTE]

La grille de rentrée en Bourgogne Franche Comté se caractérise par un appauvrissement. Les tranches dévolues à la TVR se réduisent comme peau de chagrin, les droits de tirage sont de plus en plus utilisés, ainsi que le recours à des productions extérieures. Face à cette situation l'ensemble des syndicats a mis en garde la direction régionale contre des choix qui mettraient en sous-emploi les moyens de production de la région.

## Sale temps pour le DSNG [VANVES]

Dans un communiqué en date du 3 juillet, la direction de PIC informe le personnel sur la responsabilité de chacun lors d'un accident de travail.

Ainsi, après reconstitution de conditions extrêmes "...qui ne peuvent pas être rencontrées en exploitation si les règles de sécurité sont appliquées...". Avec une formule aussi alambiquée, les personnels entendent quant à eux : "délégation de responsabilité ou ouverture de parapluie ?"



### A bout de souffle

"Après l'art roman, l'art gothique, aujourd'hui c'est l'art du cul !"

Hélas, cet adage se vérifie chaque jour, mais pourquoi le 23 mai 2002 la Rédaction Nationale dans son édition du 19/20 a-t-elle apporté sa pierre à l'édifice ?

Depuis sa création, la Rédaction se targue, à juste titre de réaliser d'excellents journaux avec des moyens humains et financiers limités, dans des conditions souvent difficiles, et passez-nous l'expression, "avec des bouts de chandelles". Mais bien imprudent celui qui ignore qu'une médaille, à l'avant de son côté "pile", possède en l'occurrence un côté "fesse" !!!

La dernière de Saga-Cités a été diffusée le samedi 21 avril 2002 sur France 3.

Malgré une pétition signée à plus de 3200 exemplaires, il n'y aura pas de prolongation à ce magazine qui représentait un bon exemple de ce que doit être une émission répondant à une mission de service public.

Lors du CE Siège et Rédaction Nationale du 20 juin 2002, le rédacteur en chef, Bernard Loche, a pu exprimer le plus vif mécontentement des salariés qui n'ont jamais été sérieusement consultés ni sur le devenir de leur magazine, ni sur les propositions d'émission qui, pour la direction, devraient faire suite à **Saga-Cités**.

Malgré les promesses, aucun salarié de l'équipe n'a été reçu par la DRH à ce jour, afin d'examiner la poursuite de sa carrière au sein de France 3.

Ce jour du CE, l'équipe de **Saga-Cités** en a profité pour organiser un pot à la Rédaction Nationale. Elle entendait ainsi ouvrir le débat de façon conviviale entre journalistes de la chaîne sur l'avenir des magazines et plus généralement sur le traitement de l'information.

**Saga-Cités** n'est en effet pas le seul magazine supprimé de la programmation : Il y a quelques mois, c'était le cas de " **Les pieds sur l'herbe**", aujourd'hui " **Un Jour en France**" est également déprogrammé. Des rumeurs inquiétantes courent sur d'autres magazines.

Voilà qui doit faire le bonheur des sociétés privées approvisionnant France télévisions en émissions "d'infotainment". C'est un choix...

Les invités extérieurs ont pu mesurer la qualité de l'accueil de France télévisions : la direction ayant peur que la "banlieue" ne débarque, avait fait fermer les portes principales d'accès au bâtiment.

L'Esplanade adresse aux salariés de **Saga-Cités** ses félicitations.

### L'intéressement, une histoire louche ?

Monsieur Pascal SIMEONIN, lors de la réunion du 23 Mai 2002 sur l'intéressement, a déclaré qu'il avait une vue « macro » sur le sujet. Maintenant reste la question suivante : « à qui la direction va-t-elle confier la charge de relever les compteurs pour calculer les recettes ? ». Certainement pas à la CGT qui refusera de devenir « souteneur » dans une telle démarche.

### Papet si tu nous cherches !

Voici le post-scriptum, d'une missive adressée par Patrice Papet à la CGT le 22 avril 2002 :

« *Je profite de la présente pour attirer votre attention*

*sur le fait que l'instauration de relations sociales de qualité entre la direction et les représentants du personnel me paraît nécessiter un ton différent de celui auquel vous avez entendu recourir dans vos précédents courriers »*

Et voilà la réponse du SNRT :

« *Il y a relations sociales entre interlocuteurs sociaux et relations sociales entre amis. Celles que la CGT vous propose sont certainement très différentes des relations que vous entretenez habituellement avec d'autres syndicats.*

*Les ronds de jambes et les "je n'en ferai rien" et "après vous Monsieur" n'ont jamais été dans les pratiques de notre organisation, qui préfère un dialogue direct et authentique. Voilà pourquoi nous persistons et signons, quitte à bousculer certaines mondanités feutrées ».*

### Xavier Gouyou Beauchamps condamné.

Notre ancien Président directeur général a été condamné avec France 3 pour prêt illégal de main d'œuvre ou « marchandage » et pour travail dissimulé dont ont été victimes des motards de presse entre 1996 et 1999.

Des contrôles de l'inspection du travail avaient révélé que 13 motards, au service exclusif de France 3, étaient salariés d'une société autre (LTD) et subissaient des conditions particulièrement défavorables par rapport à France 3 : pas de convention collective, salaire plus bas, pas de couverture maladie, pas d'indemnité de licenciement, etc..

### Il est beau le débit de lait

La chasse aux gros contrats est ouverte pour la saison 2002/2003. Jean-Luc Delarue s'est rendu à TF1 pour plumer le pigeon. Mais sa demande étant exorbitante, les financiers de chez Bouygues l'ont prié d'aller exercer ses talents de pilleur de fonds ailleurs.

Il a donc traversé la Seine pour conclure avec **Jean-Marie Tessier**. Non, c'est pas **Jean-Marie**, ou alors c'est pas **Tessier**. Comment dites-vous? **Marc Messier**. Non, c'est pas ça non plus. Tant pis. Reprenons : ...pour conclure un contrat avec le PDG de France télévisions, qui lui autorise de traire la vache à lait du service public, 10 heures par semaine, à hauteur de 38 à 45 Millions d'euros, soit une augmentation de 10 à 15 % du contrat passé l'année précédente.

Quant à Bertrand Mosca, directeur de la laiterie à France 3, il estime que Delarue ponctionnera 10 à 15 % des 97 Millions d'Euros que la chaîne consacra pour les émissions de flux l'année prochaine. In fine, tant que Delarue et autres affairistes feront leur beurre à la crèmerie France 3, les salariés devront se contenter d'un point d'indice écrémé !



## Atmosphère

Il est 17h en ce dimanche 5 Mai 2002.

Si je ne vais pas voter maintenant, je n'irais jamais, pourtant j'ai autre chose à faire et ce n'est pas les politiciens qui vont faire la vidange de ma twingo.

Quand je pense à l'alternative d'un vote entre un escroc et un facho, je crois que la démocratie méritait mieux. Bon, où ai-je mis ma pince à linge et mes gants "Mappa"? Non, je déconne, les guignols ça me fait rire, mais ce ne sont pas eux qui vont me donner des consignes de vote. J'emmène mon Berger Allemand ou pas? Non, je vais le laisser à la maison. Sait-on jamais... si en sa présence, le président du bureau de vote, tel un videur de discothèque, m'interdisait l'accès au scrutin.

La porte bien fermée à clef, la clef sous le paillason, me voilà en route pour sauver la démocratie !!! Je vénère Ravachol d'être un soixante-huitard, sinon je crois que je me la « péterai » comme le dit si bien le fils de ma voisine.

Tiens ! voilà Lucien avec son chien. Lui, il n'a pas peur d'emmener son caniche à l'isoloir!

Autrefois Lucien travaillait au Chambon-Feugerolles dans la Loire, comme mécano d'entretien dans une imprimerie. Celle-ci fabriquait le « Chasseur Français » pour la Manufacture d'armes de Saint-Etienne avant qu'un escroc nommé Tapie ne la mette en faillite, avant qu'une élection ne fasse d'un escroc un député, et avant qu'un voleur ne devienne ministre.

Après, il est allé suer au Puy-en-Velay dans une tannerie. Jusqu'au jour où les écolos ont dit qu'elle polluait la rivière. Jusqu'au jour où les riverains ont dit qu'elle puait. Jusqu'au jour où le patron a dit « on délocalise l'usine en Corée et on licencie Lucien ! » Et notre homme le

lendemain était au chômage pour de longs mois. Heureusement dans les offres d'emploi de la feuille de chou « Bonjour », il a fini par trouver une place de rêve comme vigile à l'Intermarché de St-Hippolyte dans le Doubs.

Je me suis toujours demandé si Lucien n'était pas un brin raciste. Souvent le soir quand il rentre du boulot, il s'en prend au « SDF » qui fait la manche au coin de la rue. Il le traite de parasite, de fainéant qui ferait mieux de vendre le « Réverbère » mais il n'oublie jamais de lui ramener un sandwich, une bière et une pomme. Lucien ignore que le paumé du coin de la rue qui crève la faim n'était, il n'y a pas encore si longtemps, vigile à l'Inter. Mais quand on vient de Yaoundé, on doit retourner à Yaoundé, comme le dit, en riant le gérant de l'Intermarché.

J'ai également sondé les opinions politiques de Lucien. En lui demandant s'il connaissait Louis Ferdinand Céline. Il m'a répondu que c'était un mec qui avait été assassiné et que ça avait déclenché la guerre de 14, mais qu'avec un nom pareil, c'était sûrement une « tarlouze ».

Et là, je me suis excusé d'avoir posé une question à la con !

Le patronyme de Lucien est Lacombe. Le leitmotiv du gérant est : « mon petit Lulu tout le monde devrait porter ton nom ». Cette réflexion intrigue Lucien, qui m'a demandé de lui fournir une explication.

Et là, j'ai fait une réponse à la con en disant, qu'autrefois, il avait peut-être connu un Lacombe Lucien qui lui ressemblait.

Et puis chemin faisant, on a devisé sur l'insécurité, il m'a parlé de son nouveau job, de son avenir et de la retraite. Les

réflexions de Lucien furent sans équivoque : « Je suis toujours mécano ; vigile c'est un boulot à la con ! J'ai ma dignité, je ne veux pas terminer comme l'autre épave qui fait la manche, là -bas. »

Quant à l'insécurité dans une commune de moins de 3.000 habitants, tu parles !



En un an j'ai « chopé » un môme de dix ans qui avait chapardé trois tablettes de chocolat. Un adulte une paire d'anti-brouillard et une gamine de douze ans qui avait volé son premier soutien-gorge parce qu'elle n'avait pas osé le demander à sa mère. Oui, je te le dis, un boulot à la con ! Quand on pense qu'ils veulent rallonger l'âge de la retraite. Tu me vois à 65 balais, pour 5.000 balles par mois, courir sur le parking pour arrêter des gamins de 10-12 ans. Tu vas rire mais en attendant, c'est moi qui fauche le plus à l'Inter avec mes pommes et mes bières et les sandwiches. D'accord, c'est pour le black. Enfin, il va être temps de remettre de l'ordre dans ce pays, même a grands coups de pied dans le cul !

Voilà le bureau de vote.

Il est maintenant 17h30.

Je vais accomplir mon devoir électoral comme l'aurait peut-être fait le caniche à Lulu. Mais Lulu va-t-il voter comme l'aurait fait mon Berger Allemand ?

## Les nouveaux défis de la radio-télévision publique en Europe

(suite de la p.1)

La prophétie de Berlusconi qui déclarait en 1996 : « dans cinq ans il n'y aura plus de services public en Europe » ne s'est pas réalisée. Les services publics européens sont toujours là, avec une part d'audience significative (entre un tiers et 40% du marché), même si les attaques se font chaque jour plus nombreuses.

En effet, partout en Europe les mêmes politiques agressives sont à l'œuvre : l'externalisation des activités, la remise en cause des métiers et des conventions collectives, la précarisation des salariés avec un recul général de l'emploi permanent.

Face à ce constat, et dans un contexte de profondes mutations technologiques qui voit une concentration croissante dans le secteur privé, les syndicalistes européens ont souligné la nécessité d'un service public fort et indépendant sur le plan politique, financier et éditorial.

Il doit bénéficier d'un financement public stable et cohérent pour lui permettre de réussir sa transition vers le numérique. Dans cette ère nouvelle, le service public sera un facteur primordial de cohésion sociale.

## Codec et modem, quoi t'est-ce ?

La transmission de signaux électriques ou de données nécessite de transformer le message à transporter afin qu'il soit compatible avec le mode de transport utilisé. C'est le codage ou la modulation. Il est nécessaire qu'il existe un processus inverse à la réception pour restituer le message initial. Par exemple le son capté par un micro à la radio est un signal électrique proportionnel à l'intensité du son. Il est modulé en modulation de fréquence pour être émis. A la réception le premier traitement subi par ce signal est une démodulation de fréquence pour restituer le signal original qui activera le haut-parleur. Le processus de transport est toujours constitué d'un codage/décodage ou d'une modulation/démodulation. Un appareil capable à la

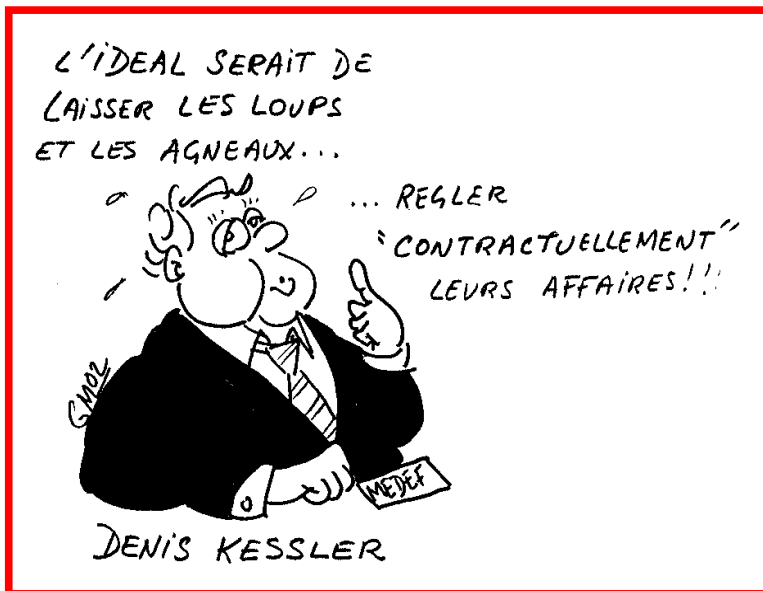
fois de recevoir et d'émettre des messages doit contenir les deux dispositifs situés respectivement à l'entrée et à la sortie de l'appareil. On parle de modem (modulateur-démodulateur) ou de codec (codeur-décodeur).

### Le portail, une ouverture économique pour celui à qui appartient la clé

Un multiplex numérique terrestre hertzien est constitué d'un assemblage de messages de nature différente. De programmes de télévision, de données pour un usage interactif, de messages à caractère promotionnels ou de toute autre application nécessitant la transmission de données.

Techniquement tous ces signaux

doivent être assemblés pour ne constituer qu'un seul message continu à transmettre. On voit donc qu'il doit y avoir un endroit physique où convergent tous ces signaux pour être codés, le contenu de la partie interactive doit être conforme aux demandes des clients et la longueur totale du message à chaque instant ne doit pas dépasser les capacités du système. C'est le rôle de l'opérateur multiplex d'accomplir ces tâches de compilation et de contrôle. Il peut encapsuler ce train numérique dans une page d'accueil qui guidera le client. En réalité cette page d'accueil est un logiciel qui a des capacités commerciales d'offre ou de suggestion pour aiguiller le client dès qu'il la consulte. Pour désigner cette fonction on parle d'un portail. C'est un passage obligatoire pour pénétrer dans le multiplex. Celui qui en a la maîtrise peut influencer les choix de l'utilisateur du média.



## Lu dans la presse

Le Canard enchaîné (29 mai 2002)

Notat, ce sont les patrons qui en parlent le mieux.

« Après un panégyrique entonné, le 25 mai sur France Info par Ernest Antoine Sellière, patron des patrons, son fidèle lieutenant, Denis Kessler, a pris le relais (Libération 27/5) "J'ai pour elle le plus grand respect (...) force, sens pédagogique remarquable, respect de la parole donnée" etc. Et, toujours dans "Libé" Bertrand Collomb (Ciment Lafarge) : "J'ai été frappé par sa vision, sa force de caractère, elle est capable de prendre des risques". Dans "le Monde", deux de leurs collègues renchérissent : "ce qui est merveilleux, avec elle, c'est son ouverture à la discussion sans a priori." (Claude Bébéar, AXA). "C'est une grande dame du syndicalisme. Elle a du caractère, du courage et le sens de l'intérêt général" (Denis Gautier-Sauvagnac, union des industries métallurgiques et minières). Des coups de chapeau comparables à ceux qu'ont donnés divers leaders du RPR (Juppé, Fillon, Bachelot), de l'UDF ou-avec plus de réserves, du PS.

Les collègues syndicalistes de Notat (CGT, FO) ont montré moins d'entrain. Tout comme les associations défendant les chômeurs ou les exclus. Mais c'est sans doute par ignorance : comme le constate Jean-Claude Amara, responsable de Droits devant. "Nous n'avons jamais pu avoir l'ombre d'un contact avec elle ou avec la direction de la CFDT depuis douze ans." (Libération 27/5).

On ne peut pas plaire à tout le monde. »

## Dauriac and Co. J'ai rétréci la TNR Ouest

Le lancement de la TNR Ouest était prévu dans un premier temps pour juin 2001. C'était sans compter sur les Jacobins, ceux qui parlent de la décentralisation en nous expliquant que la mise en place de la TNR ne peut se faire sans qu'eux-mêmes nous aient préalablement expliqué ce que doit être la télévision numérique régionale.

De fait, un an après, toujours pas de TNR. Par contre, pour réfléchir au projet, le staff Jacobin a prospéré. Un cabinet extérieur nous explique comment procéder à la mise en place d'un tel projet, et pour mettre tout cela en musique, et bien sûr sans fausse note, un chef de projet va être nommé au mois de juillet, qui lui aussi aura la mission de nous expliquer comment suivre la mise en exploitation.

Ce brouillage ne peut que réduire les chances de voir naître la diffusion numérique pour 2002, voir même 2003.

Aujourd'hui la régie de diffusion tourne sur elle-même, validant sans fin les processus de gestion d'antenne et les différents outils technologiques.

Attention que le temps ne fasse prendre des rides à toute cette merveille de technologie et la rende obsolète avant même qu'elle n'ait réellement servi à la diffusion des programmes de la TNR Ouest

## Chirac ou le retour de la télé godillot

(suite de la p.1)

Le résultat du deuxième tour de l'élection présidentielle aurait dû le rendre un peu plus prudent mais la perspective d'être minoritaire à l'Assemblée Nationale au soir du 16 juin l'a sans doute incité à prendre la télévision de service public en otage.

On se croirait revenu au temps de l'ineffable Peyrefitte quand Pompidou déclarait que la télévision publique était « la voix de la France ».

Cette intervention a amené le **snj-cgt** à publier un communiqué qui n'a (curieusement) été repris par aucun média.

Le service public ne peut se conduire comme TF1 pour rendre compte avec complaisance des sorties « sur le terrain » des ministres « en mission » au risque de se prêter au marketing politique.

Les journalistes devraient pouvoir s'opposer à de telles manœuvres, ce qui suppose de nouveaux droits dans l'entreprise et dans les rédactions. Aucun groupe de pression ne doit accaparer les ondes publiques, mais tous les groupes constitués doivent y avoir accès.

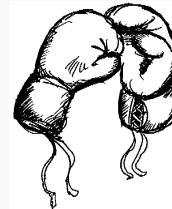
### France 3 : nouvelle poussée du **snj-cgt**

Les élections à la commission paritaire des journalistes à France 3 ont été marquées par une nouvelle poussée du **snj-cgt**. Sur 1710 inscrits et 1017 votants, la liste CGT recueille 241 voix (24,49%) progressant de 61 voix et 2,16%.

Le SNJ recueille 343 voix (34,86%, +0,5%), la CFDT 201 voix (20,43%), FO 102 voix (10,36%) et la liste commune CFTC-CGT 97 voix (9,86%).

Les candidats **snj-cgt** sont arrivés en tête à la Rédaction Nationale, Marseille, Nancy, Reims, Amiens, en Corse. Le syndicat poursuit son implantation dans de nombreuses régions et conforte sa place de seconde organisation syndicale de journalistes.

## Rubrique sportive



### Quatre boules de cuir.

Lors de l'interruption de séance de la paritaire du 4 Juillet 2002, un combat impromptu s'est déroulé dans la salle "Marcel Cerdan" anciennement salle des conférences.

Les catcheurs en présence étaient, à ma droite, Christian DAURIAC dit «Passe-moi l'éponge» et à ma gauche son challenger Philippe MAUGER plus connu sous le pseudo de «Coups tordus».

On ne sait si le gong avait retenti, quand « Passe-moi l'éponge » empoigna « Coups tordus » par la cravate ; mais c'est à cet instant précis qu'un « mou du genou » de la direction s'interposa pour séparer les belligérants

Notre organisation syndicale regrette que ce pugilat ait été écourté, nous privant ainsi d'une distribution de «bourre-pifs» qui déclenche toujours notre hilarité.

Heureusement, sur le bord du ring, était présent Serge Bonnafé, ancien coach de chez Desley, dit "la Valoche". Toujours à l'affût d'un bon mot, il a déclaré pour faire rire l'assistance :

*«On ne m'empêchera pas de penser que "Passe-moi l'éponge", c'est du brutal.»*

## La redevance, un bon financement pour l'audiovisuel

(suite de la p.1)

Ils ont réaffirmé leur attachement aux principes du service public de l'audiovisuel.

Les menaces persistantes sur la redevance, si elles se concrétisaient, porteraient un coup fatal à l'existence de l'audiovisuel public en France car c'est cette ressource qui garantit son indépendance politique, économique et éditoriale.

Le séisme du premier tour des présidentielles a montré l'impérieuse nécessité d'avoir un service public de l'audiovisuel fort. Aujourd'hui la redevance constitue la première source de financement du service public de l'audiovisuel. La CGT souhaite engager un débat public sur le développement du service public et son financement par la redevance qui doit non seulement être confirmé mais porté au niveau de celle de grands pays européens comme la Grande Bretagne ou l'Allemagne.

La redevance audiovisuelle constitue un lien citoyen entre les usagers et leur service public. Son recouvrement par le trésor public de la redevance assure une régularité de trésorerie aux chaînes et leur permet de garantir la continuité du service public. Le fait qu'elle soit affectée assure à ses bénéficiaires indépendance éditoriale et maîtrise

budgétaire.

La dérive actuelle des chaînes publiques, entraînées dans la course à l'audimat, et qui tentent de rivaliser par la médiocrité avec les chaînes privées, pose le problème majeur de l'utilisation des fonds publics. L'intervention des citoyens téléspectateurs et des salariés dans la gestion des entreprises publiques est indispensable pour démocratiser le service public de l'audiovisuel.

Pour la CGT, le financement public doit garantir un audiovisuel de qualité pour tous les publics. Aujourd'hui, il y a détournement des fonds publics de l'audiovisuel au profit d'intérêts privés qui pèsent énormément sur les choix politiques des chaînes. La prééminence des producteurs privés à qui est confiée la fabrication de nos émissions en est un des aspects les plus criants. Le refus de donner suite à une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics, demandée par les syndicats CGT, conforte notre analyse.

Le compte de soutien à la production audiovisuelle, financé par les chaînes publiques, doit être directement accessible aux chaînes publiques et ne plus être réservé aux seuls producteurs privés.

Il vise à la convergence des citoyens et des salariés des services publics à partir de leurs finalités : les droits, la solidarité et le lien social.

L'Esplanade : **Dans les négociations internationales en cours (OMC, Europe) le démantèlement d'un certain nombre de secteurs publics est programmé.**

**Comment organiser la riposte et ne vient-elle pas trop tard ?**

Olivier Frachon : La résistance face aux projets de démantèlement des services publics portés par les négociations internationales comme par les directives européennes se renforce. Elle se nourrit aussi des échecs de la déréglementation (crack électrique en Californie, en Espagne, chemins de fer britanniques?). Les services publics sont démantelés les uns après les autres, notre objectif est de contribuer à l'unification des résistances autour des besoins de la population. Ce qui nous conduit à refuser toute idée de statu quo pour faire de la modernisation et de la démocratisation du service public l'outil de sa défense. Partant des besoins, et des droits qui doivent être garantis à chaque personne permet de dépasser la diversification des situations et des organisations, française ou européenne. La décentralisation de « comités » autour de l'appel autour des actions existantes de défense des services publics s'inscrit dans ce cadre. Notre souci d'en faire un thème du forum social européen aussi.

L'Esplanade : **L'ouverture du capital d'une entreprise publique représente-t-elle un danger, et si oui, lequel ?**

Olivier Frachon : L'introduction de capital privé dans une entreprise publique a deux conséquences : elle renforce les contraintes de rentabilité à court terme, la « création de valeur pour l'actionnaire » devenant la règle ; elle compromet la capacité réelle d'action publique dans le secteur concerné. Les avatars de France Télécom ou de Vivendi font la démonstration de l'impossibilité de mener une politique industrielle en étant sous la pression de la bourse.

Privatiser le secteur public conduit soit à privatiser des monopoles avec des risques évidents d'abus de position dominante, ou dans le secteur concurrentiel à s'amputer de toute capacité d'intervention publique de nature à faire exister des logiques d'intérêt général.

L'Esplanade : **Pour certains, la mise en concurrence du**

**secteur public avec les entreprises privées est un bien pour le consommateur (ou le téléspectateur). Qu'en pensez-vous ?**

Olivier Frachon : La concurrence transforme les citoyens en catégories de clients segmentées en fonction de leur solvabilité. Les exclusions en sont renforcées, l'argent devenant la seule garantie à des services de haut niveau. Les entreprises se disputent les secteurs rentables et délaissent les autres. La baisse des prix qui en découle (dans un premier temps) provient souvent de transfert de charge ou d'abandon de stratégies de long terme. C'est pour une part une réponse à des besoins aujourd'hui diversifiés, mais une réponse inégalitaire et source d'exclusions. Une démocratisation avec des possibilités nouvelles d'intervention des salariés et des citoyens est la réponse moderne et humaine à ces besoins diversifiés.

L'Esplanade : **Pour des raisons historiques une partie de la télévision fait partie du secteur public. Selon vous est-elle un service public, au même titre que la distribution du courrier ou de l'électricité, et si oui pourquoi ?**

Olivier Frachon : L'information et l'accès à la culture constituent des droits qui doivent être reconnus à chacun. Repenser le fonctionnement de la démocratie, permettre à chacun d'intervenir sur des choix de société renforce cette exigence. La télévision constitue un moyen pour assurer ces droits ; en ce sens elle constitue un service public. Comme pour les autres secteurs publics, elle doit se transformer, prendre en compte l'évolution des besoins des populations et celle des technologies.

L'Esplanade : **Quelles sont les exigences que les citoyens seraient en droit d'avoir sur cette télévision publique ?**

Olivier Frachon : La vocation de l'appel n'est pas d'apporter des réponses toutes faites, en revanche il constitue un espace d'élaboration de propositions et de mobilisations avec le plus grand nombre. C'est le sens de la proposition d'Etats Généraux du service public que nous avons engagés le 25 mai et que nous préparons par de multiples initiatives au niveau local. Permettre l'émergence et la formulation des attentes des citoyens vis à vis d'une télévision publique peut trouver sa place dans cet objectif.

## - Iris en bref -

***Iris est un programme de communication d'entreprise diffusé en boucle sur le réseau du Siège.***

Les cadres de direction en maison de redressement ?

*« A partir de septembre, l'ensemble des cadres de France 3 sera amené à passer par un cycle de développement des compétences managériales.*

*Aucun "encadrant" ne prendra ses nouvelles fonctions sans passer par l'institut ».*

Voilà comment Monsieur Papet (DRH de France 3) sous l'égide de Monsieur Pflimlin envisage de recadrer les cadres dans leur fonction de protocole V.

Après avoir subi patiemment un stage dans un institut privé qui ponctionnera le budget de formation

de l'entreprise, les cadres ainsi fraîchement émoulus rejoindront France 3. La CGT souhaitant avoir des directeurs qualifiés leur proposera une formation complémentaire gratuite (culture d'entreprise, communication avec le personnel respect du service public, etc.) Mais si un échec venait à sanctionner cette formation, le cadre de direction serait alors prié de rendre les clefs de contact de sa voiture de fonction !!

# Voisins Voisines

## AB féminise son «Cotta» de mercenaire s

A peine quitté France 2, Michèle Cotta, amie de longue date de Claude Berda, a pris officiellement ses fonctions à la présidence du conseil de surveillance d'AB Sat. Elle pourra mettre au service de ce nouvel entrant du numérique terrestre la riche expérience acquise en ce domaine au sein du service public.

## David tunous les casses !... les es gourdes

Le 12 juin 2002 dans le Journal Télévisé, l'inénarrable présentateur du 20 heures lance un sujet hautement culturel sur Toto Cutugno. Le chanteur de charme italien, selon David Pujadas aurait fait danser plusieurs générations dans les "balloches" du samedi soir.

Sur France2, quand les journalistes du haut veulent jacter comme la France du bas, et bien ils se prennent les pieds dans le tapis. Si le mot "bal" en argot se dit "guinche" et danser : "guincher", les "balloches" c'est tout autre chose.

Bien sûr il est facile pour nous ruraux de France 3 de nous gausser de nos camarades de France 2 dont nous mésestimons les efforts qu'ils déploient pour se mettre à notre niveau (notons au passage que tout pamphlétaire sait que l'humour n'autorise en rien les généralisations souvent profondément injustes).

Enfin, certains auront toujours le prix Joseph Pulitzer, et les autres la récompense Alphonse Boudard.

## Le Lay, c'est de la TNT !

Patrick Le Lay, PDG de TF1, au CSA, à propos du numérique terrestre : « C'est un mauvais projet. Alors qu'aucune chaîne thématique n'est rentable, la moitié n'est jamais regardée et on voudrait en créer de nouvelles. »

« C'est aussi crédible que de concurrencer Air France avec un fabricant de planeurs installé dans un atelier à Issy les Moulineaux. »

## David as-tu du cœur ?

Le 20 avril 2002, Pascale Clark dans son émission « en aparté » sur Canal Plus avait invité David Pujadas.

A la déroutante question : « en tant que journaliste, quelle nouvelle aimeriez-vous annoncer le premier ? », décourageante fut la réponse du présentateur vedette du journal de 20 heures sur France 2 : « le nom du prochain Président de la République »

Il est affligeant, en la circonstance, qu'un journaliste trop sensible aux tapages médiatiques qui flattent son ego en oublie l'homme qui sommeille en lui. Ce dernier aurait certainement répondu : « la découverte d'un vaccin contre le SIDA » ou encore « la signature d'un traité de paix au Proche-Orient », enfin les exemples ne manquent pourtant pas où nos rêves d'aujourd'hui espèrent l'information de demain.

## Etonnant, non ?

Sur France Info, le fils caché de Thierry Rolland, Jacques Vendroux – à moins que ce ne soit l'inverse - a surpris tout son monde dans le bulletin de 18 heures du 16 Juin 2002 en annonçant :

« Le Sénégal a battu la Suède par deux buts à un. Pourtant le match avait commencé de façon étonnante, puisque les Danois avaient ouvert le score ».

T'as raison mon Jacquot, mais la nouvelle aurait été encore plus étonnante si, lors de cette rencontre, les « Bleus » avaient enfin marqué un but !

LISEZ L'ESPLANADE :  
LE POIDS DES MOTS...



## Elections prud'homales du 11 décembre: pour voter ce jour-là, il est indispensable d'être inscrit sur les listes électorales.

Les précaires sous contrat le 29 mars 2002 ont en principe été inscrits par l'employeur.

Pour les autres, il est encore temps de le faire en se procurant un formulaire sur Internet à l'adresse suivante :

[http://www.prudom.gouv.fr/declaration/download/formulaire\\_salarie.pdf](http://www.prudom.gouv.fr/declaration/download/formulaire_salarie.pdf)

Vous trouverez sur ce site un formulaire en format pdf que l'on peut déposer avant le 30 juillet à la mairie de son domicile, accompagné de la photocopie de son dernier bulletin de paye datant d'avant le 29 mars 2002. Numéro azur 0 810 11 12 02 pour connaître, selon leur cas, les démarches à accomplir pour être électeurs.

**SNRT-CGT snj-cgt**

Pièce R210 - 7, Esplanade Henri de France - 75907 PARIS Cedex 15 -  
Tél. 01.56.22.88.34 Fax 01.56.22.88.47 - [sammut@exchange.france3.fr](mailto:sammut@exchange.france3.fr)  
La CGT sous Outlook : \Dossiers publics France 3\Organisations syndicales\CGT

**Fondateur :** Claude Gueneau – **Comité de rédaction :** Joy Bannerjee, Michel Barre, Roland Beyer, Jean-Claude Biguay, Daniel Bouy, Daniel Casanave, Marc Chauvelot, Jean-Claude Debard, Gérard Deveix, Thierry Doudoux, Eva Fontenay, Charly Kmiotek, Rose Le Calvez, Fernando Malverde, Georges Minangoy, Alain Parent, Maryseult Sammut, Michel Sanchez, Danièle Urbin.